



# Benelux : perspective ouverture des frontières

**Le Comité permanent du Parlement Benelux a envoyé le courrier ci-dessous daté du 18 mai 2020 aux trois Premiers Ministres concernés ainsi qu'aux Ministres-Présidents des entités fédérées belges.**

(...) Le Parlement Benelux a été saisi au cours des dernières semaines de nombreuses plaintes d'habitants des régions frontalières. Ces derniers sont confrontés durant cette crise à de nombreux problèmes pratiques, en tant que travailleurs frontaliers mais aussi au niveau de leurs contacts sociaux (visite à la famille, pratique d'un sport, possession d'une seconde résidence, ...). Jamais encore, ils n'avaient pris à ce point conscience de l'existence des frontières.

Le Parlement Benelux souhaite attirer l'attention des gouvernements sur les préoccupations réelles des habitants des régions frontalières. La réouverture

des frontières ne sera possible que moyennant une nécessaire coordination au niveau des gouvernements des trois pays.

Le Benelux se doit de limiter l'incidence négative de la crise du coronavirus sur l'économie et les liens sociaux entre les citoyens des trois pays.

Il est souhaitable de créer un contexte de relance coordonnée de nature à permettre la poursuite, de manière appropriée et pragmatique, de la circulation des personnes et des relations économiques entre les trois pays.

Le Parlement Benelux s'emploiera dès lors dans les semaines à venir à offrir une perspective à la population concernant l'ouverture des frontières entre les trois pays, tout en tenant compte de la santé publique. Une approche coordonnée et la confiance mutuelle devront à cet égard constituer des éléments centraux.

Le Parlement Benelux demande aux gouvernements des trois pays de faire en sorte d'offrir une telle perspective à la population.

À cet égard, ces derniers pourraient examiner si les mesures prises par d'autres structures de coopération régionale, comme celle des États baltes, pourraient constituer une source d'inspiration pour le Benelux.

Finalement, le Parlement Benelux juge nécessaire de dresser un bilan après la fin de la crise sanitaire afin de mieux pouvoir coordonner à l'avenir les mesures prises individuellement par les trois États membres et d'établir une stratégie commune dans le cas où une nouvelle pandémie ou un problème similaire surgira.

La Chambre des Députés assure la présidence de l'Assemblée interparlementaire Benelux, dite « Parlement Benelux », jusqu'à la fin de l'année 2020.



Le député luxembourgeois Gusty Graas est le Président. Le Parlement Benelux rend des avis en ce qui concerne la coopération transfrontalière aux Gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois. Il fait

également fonction de laboratoire pour une intégration européenne plus poussée. Ses 49 membres, dont 21 Belges, 21 Néerlandais et 7 Luxembourgeois, proviennent des différents parlements du Benelux.

## Le CET saisi de 138 cas de discrimination en 2019

Situation extraordinaire oblige : le rapport annuel du Centre pour l'égalité de traitement (CET) n'a exceptionnellement pas été remis en mains propres au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, mais fut communiqué en format électronique aux députés.

Promouvoir, analyser et surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge : voici les missions du Centre pour l'égalité de traitement.

En 2019, il a été saisi de 138 nouveaux cas, le handicap en restant le premier motif de discrimination (37 cas ou 24 %). Parmi les critères prédominants sont l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une « race » ou ethnique (31 cas), le sexe (18 cas), la religion ou

les convictions (9 cas), l'âge (8 cas) et l'orientation sexuelle (6 cas). Pour 18 cas, le CET a constaté une « discrimination multiple ». Le Centre pour l'égalité de traitement formule également des recommandations pour améliorer la législation existante, y compris celle concernant son

propre statut. L'organe indépendant, créé par la loi du 28 novembre 2006, souhaite en effet renforcer son pouvoir d'intervention pour donner plus de poids à ses actions. Le rapport annuel est disponible sur le site Internet du Centre pour l'égalité de traitement [www.cet.lu](http://www.cet.lu).

Assemblée parlementaire de l'OSCE

## La crise liée au Covid-19 vue sous divers angles



M. Jean-Marie Halsdorf, M. Dan Bialik et M. Claude Haagen (de gauche à droite) lors de la 28<sup>e</sup> session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE organisée par la Chambre des Députés en 2019.

L'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE) a remplacé ses réunions physiques par une série de visioconférences permettant aux membres de l'Assemblée de s'exprimer sur les divers aspects de la crise liée au Covid-19.

La première conférence en ligne a eu lieu le 22 avril 2020.

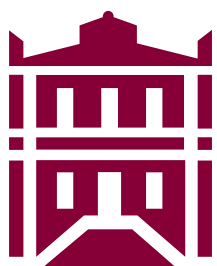
Les 85 participants se sont focalisés sur les effets du Covid-19 sur les économies dans les pays membres de l'OSCE et les moyens de rétablir la stabilité économique.

Le financement de programmes d'aides par les gouvernements a été abordé par les experts invités et par les participants. Par ailleurs, il a été constaté qu'une approche nouvelle évitant la compétition nationale est nécessaire, ceci dans la perspective de rétablir les chaînes de valeur économique.

L'échange de bonnes pratiques s'est poursuivi lors de quatre autres visioconférences programmées pour le mois de mai, abordant les sujets du maintien des droits de l'homme et du contrôle démocratique pendant la crise sanitaire, les dangers

pour la sécurité et la cohésion sociale, l'effet sur la protection de l'environnement et la protection des réfugiés et migrants pendant la pandémie.

La délégation luxembourgeoise de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE se compose de M. Gusty Graas, Président, M. Jean-Marie Halsdorf, Vice-Président, Mme Josée Lorsché, M. Dan Biancalana et M. Claude Haagen, membres effectifs, de même que M. Gilles Baum, M. Emile Eicher, M. Fernand Kartheiser, M. Charles Margue et Mme Lydia Mutsch, membres suppléants.



## NOUVELLES LOIS

### Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

**7236 - Projet de loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification :**

**1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;**

**2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille**

Le présent projet de loi a pour objet d'instituer un défenseur des droits de l'enfant sous la dénomination d'« Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ».

Il est appelé à prendre la relève de l'actuel Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ci-après « l'ORK »), créé par la loi du 25 juillet 2002 portant institution d'un comité luxembourgeois des droits de l'enfant.

L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher a pour missions la promotion, la sauvegarde et la

protection des droits de l'enfant, telles qu'elles sont définies par la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et ratifiée par la Chambre des Députés en décembre 1993, ainsi que par les protocoles additionnels de ladite Convention ratifiés et approuvés par le Grand-Duché de Luxembourg. L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher veille à ce que l'intérêt supérieur de l'enfant prime dans toute initiative législative ou administrative.

À cette fin, son avis est notamment demandé pour tous les projets de loi, les propositions de loi et les règlements grand-ducaux ayant un impact sur les enfants.

Compte tenu de ses fonctions, une garantie d'indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif s'avère indispensable.

Pour cette raison, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher est directement rattaché à la Chambre des Députés et doté d'une administration propre.

Ainsi, il est garanti qu'il ne reçoit, dans le cadre de ses missions, d'instructions d'aucune autorité.

Aux termes du projet de loi, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher peut être saisi, soit par tout enfant qui estime que ses droits n'ont pas été respectés, soit par toute personne titulaire de l'autorité parentale de l'enfant, toute per-

sonne ayant un lien de parenté avec l'enfant, le conjoint ou partenaire bénéficiaire d'un mandat d'éducation quotidienne ou le tiers au sens de l'article 378 du Code civil. Ces personnes peuvent adresser une réclamation écrite ou orale à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

Par ailleurs, toute personne physique ou morale peut adresser une demande écrite ou orale à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher pour obtenir des conseils concernant la mise en pratique des droits de l'enfant.

Enfin, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher peut également se saisir lui-même de toute situation dont il aurait connaissance.

L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher est nommé pour un mandat unique de huit ans par le Grand-Duc. La personne nommée à la fonction lui est proposée par la Chambre des Députés.